

Noêma, revue internationale d'études françaises : langue, littérature, culture

Vol 1, No 5 (2025)

100 ans de diplomatie culturelle française : les relations franco-helléniques



Une visite à Athènes en 1937 : sur les traces fragiles de Jean Zay

Lampros Flitouris

doi: [10.12681/noema.43878](https://doi.org/10.12681/noema.43878)

Copyright © 2025



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/).

To cite this article:

Flitouris, L. (2025). Une visite à Athènes en 1937 : sur les traces fragiles de Jean Zay. *Noêma, Revue Internationale d'études françaises : Langue, littérature, Culture*, 1(5), 25–36. <https://doi.org/10.12681/noema.43878>

Une visite à Athènes en 1937 : sur les traces fragiles de Jean Zay¹

Lampros FLITOURIS
Université de Ioannina
lflitour@uoi.gr

Résumé

Pendant la période d'aggravation des totalitarismes en Europe, la France du Front populaire était l'un des rares phares de liberté et de démocratie restants sur le continent. Sa politique culturelle a donné l'illusion qu'elle pourrait être la réponse à la montée des idées fascistes et nazies. La visite du ministre de l'Éducation Nationale Jean Zay à Athènes en 1937, a agi dans deux directions : elle a renouvelé la présence culturelle traditionnelle de la France en Grèce et a ravivé les espoirs des démocrates grecs pour un changement politique à l'époque de la dictature de Metaxás.

Mots-clés : Jean Zay, Metaxás, propagande, Université, république

Introduction

Avec la création et l'organisation des nouveaux États dans les Balkans à la fin du XIX^e siècle, la promotion de la langue et de la culture est devenue un enjeu crucial de l'activité diplomatique des Grandes Puissances dans la région. Les antagonismes dans le domaine de la propagande ont pris des proportions considérables pendant la Grande Guerre, et la période de l'entre-deux-guerres a connu, par la suite, une évolution significative de la diplomatie culturelle². L'Institut Français d'Athènes (IFA) jouissait d'un prestige particulier en tant que principal centre d'apprentissage de la langue française, mais aussi comme institution de promotion de la culture française³. Dans les années 1930, la promotion de la culture française a pris une nouvelle orientation face à la montée des idéologies totalitaires. Pour les dirigeants du Front populaire, renforcer la présence culturelle de la France à l'étranger revenait à lutter contre le fascisme et le nazisme. Les propagandes allemande et italienne en Europe centrale et dans les Balkans ont pris une ampleur considérable. Les Italiens ont réussi à établir un réseau d'écoles et d'instituts dans la péninsule balkanique et le bassin

¹ Notre contribution est dédiée à la mémoire des deux personnes qui m'ont accueilli avec sympathie et m'ont confié leurs archives privées : Roger Milliex (1913-2006), un grand « maître » et un grand ami de la Grèce qui m'a confié ses notes de la période 1940-1945 et m'a offert un témoignage très utile pour ma recherche, ainsi que Catherine Martin-Zay (1936-2023), la fille de Jean Zay, qui m'a confié une série de papiers personnels de son père.

² Annie Guénard, « Réflexions sur une diplomatie culturelle de la France », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n^{os} 65-66, janvier-juin 2002, p. 23. Sur la politique française en Grèce et dans les Balkans pendant cette période, voir Jacques Thobie, « La France, la Grèce et les Balkans dans les années trente », *Balkan Studies*, vol. 29, n^o 1, 1988, p. 3-28.

³ Sur l'histoire de l'Institut Français d'Athènes voir Nicolas Manitakis, *Το γαλλικό Ινστιτούτο Αθηνών (1915-1961). Η αειφορία των ελληνογαλλικών πολιτιστικών σχέσεων* [L'Institut Français d'Athènes. La pérennité des relations culturelles franco-helléniques], Athènes, Asini, 2022, et Nicolas Manitakis et Lucile Arnoux-Farnoux, *De l'« École Giffard » à l'Institut français de Grèce (1907-2022)*, Athènes, École Française d'Athènes, 2023.

méditerranéen. Parallèlement à leur pénétration économique dans l'espace germanophone ou dans les pays sous influence allemande (politique, économique, linguistique, etc. – par exemple en Hongrie ou dans les régions tchèques germanophones), les Allemands ont déployé une activité culturelle *via* les écoles allemandes ou les centres dépendant de l'Académie de Munich. Progressivement, les intérêts nazis ont renforcé la propagande intellectuelle allemande en Roumanie, en Bulgarie, et notamment en Grèce. Pendant cette même période, Londres a élaboré son programme d'expansion culturelle inspiré du modèle français, visant à améliorer les positions géostratégiques de la Couronne. Après une longue période d'absence, la diplomatie culturelle britannique a connu une relance à la fin des années 1930 grâce à l'action du British Council, fondé en 1935 et désigné comme organisme coordinateur. Sans être utopique, la diplomatie anglaise comptait sur la promotion de la langue anglaise comme levier essentiel pour renforcer ses liens avec les élites locales¹.

Cette montée en puissance des propagandes en Europe a recentré le débat politique en France autour la question de la diplomatie culturelle. Comme le notait le député démocrate-populaire Ernest Pézet dans son rapport du 28 mars 1935 à l'Assemblée nationale, « un pays n'a pas seulement, pour sa défense, une armée. Il a pour rayonnement une presse, une TSF, un verbe, une beauté naturelle et, quand il les néglige, sa puissance, son commerce, son tourisme, son prestige souffrent de cette négligence² ». Annie Guénard ajoute que la défense française n'était pas seulement

une défense des positions françaises mais aussi défense de l'image française, dans la mesure où les actions entreprises convergent toutes vers un objectif, ne pas laisser le champ libre aux initiatives allemandes et italiennes qui sont autant d'instruments au service d'une entreprise de dénigrement de la France, visant à éliminer de cet espace et à démanteler le système d'alliances de la Petite Entente, axiome central des positions françaises en Europe³.

1. À l'époque du Front populaire

L'organisation de la défense et de la contre-attaque culturelle française s'est articulée autour des services de deux ministères : le ministère des Affaires étrangères, avec le Service des Œuvres françaises à l'Étranger et l'Association française d'Action Artistique, et le ministère de l'Éducation nationale, auquel était rattaché un Service des relations universitaires. Il est révélateur que l'élaboration et la programmation de cette nouvelle politique culturelle de la France aient été davantage le fait de Léon

¹ Christine Okret, « La construction d'une politique de projection culturelle britannique en France, des années trente à 1953 », in Alain Dubosclard, Laurent Grison, Laurent Jeanpierre, Pierre Journoud, Christine Okret et Dominique Trimbur (dir.), *Entre rayonnement et réciprocité. Contributions à l'histoire de la diplomatie culturelle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, p. 171.

² Pascal Ory, *La Belle Illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire 1935-1938*, Paris, Plon, 1994, p. 524.

³ Annie Guénard « La politique culturelle française vis-à-vis des États balkaniques dans l'entre-deux-guerres », *Balkan Studies*, vol. 29, n° 1, 1988, p. 152.



Blum et du ministre de l'Éducation nationale, Jean Zay¹, que de celui du ministre des Affaires étrangères, Yvon Delbos. Sous les gouvernements du Front populaire, le véritable coordinateur de la contre-attaque culturelle française était le ministère de l'Éducation nationale. Léon Blum considérait que les services diplomatiques devaient collaborer étroitement avec ceux de l'Éducation nationale pour assurer la promotion de la culture française, sous la responsabilité d'une personnalité forte comme Jean Zay, et dans un cadre plus discret que celui du Quai d'Orsay².

L'augmentation des crédits alloués à la culture a permis la mise en œuvre d'un programme dont les objectifs essentiels étaient le règlement des problèmes des œuvres françaises à l'étranger, la large diffusion des livres et autres éditions françaises dans de nombreux pays, ainsi que la coopération culturelle avec les États de la « zone faible », notamment ceux d'Europe centrale, orientale et des Balkans³. En Grèce, les conditions étaient favorables à l'action culturelle française. Malgré la prise du pouvoir par Metaxás, le pays demeurait orienté vers les Alliés, en particulier vers la Grande-Bretagne. L'activité de l'Institut Français d'Athènes était remarquable, et le réseau scolaire français y était le plus développé en Europe⁴.

En 1937, l'Université d'Athènes célébra le centenaire de sa fondation. Le régime a vu dans cet événement une occasion idéale pour projeter à l'étranger l'image d'une « nouvelle Grèce » et organiser une série de manifestations de propagande. Mais cette célébration représentait aussi une opportunité pour les étudiants de montrer aux délégations étrangères le véritable visage de la dictature et de signaler l'existence d'une opposition démocratique. La volonté de Metaxás de se présenter comme le réformateur du pays risquait bien de se terminer en un Waterloo⁵.

La visite de Jean Zay en Grèce en avril 1937 fut non seulement à l'origine d'une manifestation d'opposition à la dictature, mais elle a également marqué le début des efforts en de l'organisation d'un mouvement démocratique, avec le soutien du Front populaire français. L'importance accordée par les Grecs à la venue d'un ministre français, démocrate, dans l'Athènes de Metaxás n'était pas uniquement symbolique. Le gouvernement du Front populaire apparaissait alors comme le grand espoir de la démocratie européenne, un rempart face à la montée du fascisme. Sur le plan politique, la France incarnait un modèle républicain et libéral ; dans l'opinion publique, elle représentait la puissance susceptible de devenir le pivot d'une résistance démocratique sur le continent⁶. Pour de nombreux jeunes Grecs, la visite de Jean Zay

¹ Jean Zay était un membre influent du Parti radical-socialiste, partageant des idées proches de celles des « Jeunes Turcs ». Aux côtés de figures telles que Pierre Mendès France, ce groupe aspirait à un renouveau doctrinal, à une moralisation de la vie politique et à la restauration de l'autorité de l'État républicain. Voir Jacques Delperrie de Bayac, *Histoire du Front populaire*, Paris, Fayard, 1972, p. 74. Sur la vie de Jean Zay, voir la biographie la plus complète de Marcel Ruby, *La vie et l'œuvre de Jean Zay*, Paris, Gedalge, 1969.

² Lampros Flitouris, *À la recherche d'une véritable politique culturelle internationale. La présence culturelle et spirituelle de la France en Grèce de la fin de la Grande Guerre aux années 1960*, thèse de doctorat soutenue à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 2004, p. 43.

³ Pascal Ory, *La Belle Illusion...*, *op. cit.*, p. 525.

⁴ Lampros Flitouris, *op. cit.*, p. 45.

⁵ *Ibid.*, p. 124.

⁶ Voir Nicolas Manidakis, « Vive la République... Française. Η δημοκρατική Γαλλία ως σύμβολο για τους αντιπολιτευόμενους στο δικτατορικό καθεστώς του Μεταξά » [La France comme symbole pour les opposants au régime dictatorial de Metaxás], *Επιστημονική Επετηρίδα Φιλοσοφικής Σχολής Εθνικού*

nourrissait l'espoir d'une intervention plus active de la France en Grèce, ce qui pourrait faciliter le retour à la démocratie. Ce ministre radical, d'origine juive et franc-maçonne, devenu à 32 ans ministre de l'Éducation nationale et réformateur du système éducatif français, pouvait incarner un modèle pour la jeunesse hellénique. Grâce à l'IFA, les Athéniens étaient informés des avancées du Front populaire en France, et notamment de la personnalité singulière de Jean Zay. Pour cette raison, le régime a placé le personnel de l'Institut sous surveillance, le soupçonnant d'activités antigouvernementales¹.

À l'occasion du centenaire de l'Université d'Athènes, un grand nombre d'officiels étrangers ont été invités, parmi lesquels figurait également le ministre allemand de l'Éducation, Bernhard Rust. Sa visite offrait aux nazis une occasion de manifester leur intérêt pour le domaine culturel, dans lequel l'Allemagne jouissait historiquement d'une forte présence en Grèce. Rust ne s'est pas rendu seulement à Athènes pour les célébrations du centenaire de l'Université, mais également pour inaugurer les nouvelles fouilles de l'École allemande à Olympie. Le choix du site, hautement symbolique pour le régime hitlérien après les Jeux olympiques de Berlin en 1936, n'était anodin : Rust a remis aux archéologues allemands une subvention de 12 millions de drachmes².

2. La visite

Jean Zay arriva à Athènes le 15 avril 1937 à bord de l'hydravion *Flèche d'Orient*. Avant cette visite, le ministre français n'avait pas manifesté publiquement un intérêt particulier pour la Grèce. Toutefois, selon les archives privées de son secrétaire au ministère, Marcel Abraham, le renforcement de la culture française à l'étranger – notamment dans les Balkans – figurait parmi ses priorités. Son biographe, Marcel Ruby, rapporte que, s'il y avait un voyage auquel Jean Zay tenait, c'était bien en Grèce³. Le ministre écrivait : « Il n'est pas nécessaire de l'avoir visitée pour que la Grèce demeure toujours proche dans nos cœurs ; la gratitude intellectuelle, les affinités politiques y suffisent⁴ ».

La présence française devait néanmoins rester discrète, en raison du caractère officiel de la visite. Cependant, l'arrivée de Jean Zay a donné lieu à une manifestation étudiante contre la dictature. Malgré les mesures de sécurité strictes, plus de 2 000 jeunes ont accompagné la délégation française de l'aéroport jusqu'au centre-ville. Devant l'hôtel *Grande Bretagne*, où elle résidait, une manifestation antigouvernementale a eu lieu. Soulignant leur francophilie, les étudiants ont chanté la *Marseillaise*. La police a procédé à l'arrestation de 250 manifestants, sous les fenêtres du ministre français⁵. Dès lors, et durant tout son séjour en Grèce, chaque

και Καποδιστριακού Πανεπιστημίου Αθηνών [Annuaire Scientifique de la Faculté des Lettres de l'Université nationale et capodistrienne d'Athènes], 2021, vol. 13, p. 259-276.

¹ Entretien avec Roger Millieux à Athènes, 23 janvier 2002.

² Annivas Velliadis, *Μεταξάς-Χίτλερ. Ελληνογερμανικές σχέσεις στην Μεταξική δικτατορία 1936-1941* [Metaxás – Hitler. Les relations gréco-allemandes sous la dictature de Metaxás (1936-1941)], Athènes, Enalios, 2003, p. 68.

³ Marcel Ruby, *op. cit.*, p. 296.

⁴ Jean Zay, *Souvenirs et solitude*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2004, p. 196.

⁵ Marcel Ruby, *op. cit.*, p. 297.

apparition de Jean Zay a provoqué les rassemblements de démocrates grecs, dans l'attente d'une réaction française face à la situation politique en Grèce. Le 16 avril, la visite des fouilles de l'École française à Delphes a également donné lieu à une nouvelle manifestation. Des membres du *Front des Jeunes contre la Dictature*, organisation clandestine, ont remis au ministre un mémorandum décrivant la situation en Grèce et sollicitant l'appui de la France pour restaurer la démocratie en Grèce, au nom des idéaux de la Révolution française¹.

Les célébrations officielles se sont ouvertes le 18 avril 1937 par les discours du roi Georges II et du Premier ministre Metaxás. Jean Zay est arrivé dans la salle de l'Université sous les applaudissements bruyants des étudiants. Des professeurs de l'Université réputés pour leur engagement démocratique et républicain, comme les professeurs de droit constitutionnel Alexandros Svolos et Phédon Vegleris, ont transmis à Jean Zay le sentiment d'opposition de la communauté universitaire à la dictature. Cet accueil chaleureux réservé par les étudiants grecs à Jean Zay, ainsi que les cadeaux offerts par les jeunes au ministre français, ont provoqué le départ anticipé de la délégation allemande, désavouée par le public. Dès lors, les agents de la police ont renforcé la surveillance de la mission française².

La suite des célébrations s'est déroulée autour de l'Acropole le 19 avril. Des étudiants démocrates ont arrêté la voiture de Jean Zay, lui demandant de prononcer un discours public en faveur de la démocratie. Cependant, la position délicate de Jean Zay ne lui permettait pas une telle prise de parole. En revanche, la mission française a reçu un nombre important de lettres de manifestants appelant à une intervention française en Grèce. Dans une lettre anonyme datée du 18 avril, l'auteur affirmait qu'il était dans l'intérêt du gouvernement français de soutenir les organisations illégales par tous les moyens, et demandait à Jean Zay d'enjoindre l'ambassade de France à Athènes à collaborer avec la résistance démocratique³. Comme l'écrivait Marcel Abraham : « Les étudiants parlaient comme si leur propre chef était arrivé... Le peuple applaudissait pour la France et, en même temps, pour la République et pour la liberté⁴ ».

Des manifestations semblables ont eu lieu au théâtre antique d'Hérode Atticus au pied de l'Acropole, durant une représentation théâtrale⁵. Même à Salonique, où le Jean Zay a effectué une visite éclair le 20 avril, l'accueil était chaleureux : le ministre français a visité le cimetière des soldats français à Zeitenlick⁶, les établissements

¹ Lampros Flitouris, *op. cit.*, p. 126.

² Giorgos Giannaris, *Φοιτητικά κινήματα και ελληνική παιδεία* [Mouvements étudiants et éducation grecque], tome 1, Athènes, Pontiki, 1993, p. 490-501.

³ Marcel Ruby, *op. cit.*, p. 298.

⁴ A.N., 312 AP, Papiers Abraham, dossier 12, Note manuscrite d'Abraham, juin 1937.

⁵ Pour saisir l'absurdité du régime, il convient de noter que la pièce jouée ce jour-là était *Antigone* de Sophocle. Les services de censure ont supprimé de ce texte classique les parties susceptibles d'être « dangereuses pour la stabilité sociale », notamment les passages où Antigone critiquait le pouvoir absolu de Créon. Cette censure a suscité l'ironie des missions étrangères, notamment de la mission française. Voir, Spyros Linardatos, *Η 4η Αυγούστου* [Le 4 août], Athènes, Themelio, 1988, p. 258.

⁶ Zeitenlik est le plus grand cimetière militaire de Grèce et un parc mémorial de la Première Guerre mondiale à Thessalonique. Il contient les tombes d'environ 20 000 soldats serbes, français, britanniques, italiens, russes et grecs, ainsi que des prisonniers de guerre bulgares, décédés lors des batailles du front de Salonique pendant la Première Guerre mondiale. La plus grande partie du

scolaires français, le lycée de la Mission Laïque, ainsi que l'université, où les étudiants l'ont accueilli avec enthousiasme. Selon le consul général de France, cette dernière dépourvue de tradition culturelle allemande comme à Athènes, pouvait devenir un bastion de la politique antinazie en Grèce¹.

L'incident le plus grave, lié à la présence culturelle française en Grèce, s'est produit à Athènes dans la salle de conférences du « Parnasse », lors d'un gala organisé par l'Union Franco-hellénique des Jeunes. Fondée en 1936 à l'initiative de la direction de l'IFA, cette Union était destinée aux jeunes francophiles du pays et regroupait des personnalités connues pour leurs idées républicaines. Son objectif était de promouvoir la culture française en Grèce et de servir de passerelle vers les études en France. L'Union Franco-hellénique des Jeunes était l'une des rares organisations à ne pas avoir interrompu ses activités pendant la dictature, car elle relevait de la responsabilité de l'État français et des institutions françaises à Athènes. Cependant, la police avait placé l'Union sous surveillance et entravait souvent ses activités.² Parmi les orateurs du gala au « Parnasse » figuraient Jean Zay, Hubert Pernot et le professeur Alexandros Svolos. La manifestation d'hostilité du public à l'égard de la dictature a déclenché une répression immédiate. La police est intervenue violemment, arrêtant 20 étudiants et professeurs, qui ont été emprisonnés et torturés dans les cellules de la Sûreté. Ce n'est qu'après l'intervention de l'ambassade de France qu'ils ont été libérés³.

Les célébrations se sont achevées au Stade panathénaïque par une grande fête, au cours de laquelle le public a sifflé et conspué le roi, Metaxás et la délégation allemande. En revanche, le public a ovationné le ministre français de l'Éducation nationale pendant plus de quinze minutes aux cris de « Vive la France ! Vive la République⁴ ! ». La réaction de Jean Zay face à ces événements témoignait d'une grande sensibilité et d'une conscience politique. Pour les Grecs, Jean Zay n'était pas simplement un ministre étranger s'intéressant avant tout aux intérêts de son État, mais plutôt le représentant du Front populaire et des espoirs démocratiques. Durant ce séjour, Jean Zay avait l'occasion de mesurer l'influence française dans un pays où l'on croyait que la France se battait pour la justice et l'égalité sociale⁵.

Les difficultés de Jean Zay étaient d'autant plus grandes parce que l'ambassade de France en Grèce maintenait la tradition de la non-intervention dans les affaires intérieures des pays étrangers. Jean Zay n'avait pas confiance dans les procédures diplomatiques⁶ et préférait s'informer par un réseau de personnalités telles qu'Hubert Pernot et Octave Merlier. Le directeur de l'IFA entretenait une correspondance permanente avec des personnalités démocratiques en France et en Grèce pendant la dictature, s'efforçant par tous les moyens d'informer le gouvernement français sur

complexe est le cimetière militaire serbe, qui contient les restes d'environ 7 500 soldats. Le secteur français contient les restes de 8 000 soldats français.

¹ A.N., 312 AP, Papiers Abraham, dossier 12, Consul général Raymond Clouet à Jean Zay, n° 4, Thessalonique, 22 avril 1937.

² A.N., 312 AP, Papiers Abraham, dossier 12, Note manuscrite d'Abraham, juin 1937.

³ Lampros Flitouris, *op. cit.*, p. 128-129.

⁴ Archives Plastiras, n° 16, dossier 229, Karap...(?) à Plastiras, Alexandrie, 28 avril 1937.

⁵ Sophie Basch, *Le mirage grec. La Grèce moderne devant l'opinion française (1846-1946)*, Paris-Athènes, Hatier, coll. « Confluences », 1995, p. 447.

⁶ Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France 1871-1969. La Décadence 1932-1939*, Paris, Imprimerie Nationale, 1985, p. 271.



l'existence et les plans de l'opposition républicaine en Grèce. À partir de cette époque-là, Merlier deviendra une sorte de « drapeau rouge » pour une partie du pouvoir anticommuniste grec. Il est vrai que les opposants grecs préféraient avoir des contacts avec les responsables de la culture française en Grèce et ils n'avaient aucune confiance ni dans l'ambassade de France ni dans la communauté française d'Athènes lesquelles étaient perçues comme très proches de l'extrême droite¹. À cette époque-là, Merlier écrivait à Jean Zay :

Continuez ! C'est le mot qu'on écoute toujours depuis votre départ samedi soir. Continuez ! Nous sommes prêts à soutenir votre activité. On attend de Paris des instructions et de l'aide. Je mets mon expérience et l'équipe de l'Institut à votre disposition... Je suis heureux que vous ayez vu, vous-même, que notre moral en Grèce est très haut. Et, il est devenu haut parce que la Grèce représente, depuis quelques mois, pour la jeunesse grecque un idéal superbe².

Et Jean Zay notait dans ses souvenirs :

La France était plus que jamais à Athènes le symbole de la liberté. Les milieux populaires et intellectuels, les cercles de la jeunesse universitaire trouvaient dans la visite d'une délégation française l'occasion de manifester à la fois leur attachement à la France et leur fidélité aux idées démocratiques.³

Les événements du mois d'avril constituaient une occasion pour les services de Sûreté du régime de s'infiltrer dans le mouvement étudiant et de réprimer les chefs de l'opposition. Juste après le départ des visiteurs officiels, la police arrêta un grand nombre de personnes qui avaient manifesté leur opposition devant les missions étrangères. Alexandros Svolos fut arrêté, et les agents de police étaient même présents pendant les cours des professeurs suspectés d'activités antigouvernementales⁴. L'absurdité du régime était telle que même le président de la Faculté de Droit de l'Université d'Athènes, K. Triantafylopoulos, eut des problèmes avec la police parce qu'il avait proposé l'élection de Jean Zay comme docteur *honoris causa*⁵.

Le gouvernement français ne semblait pas disposé à intervenir en Grèce, où les Anglais avaient traditionnellement le contrôle. Tandis que la guerre d'Espagne mobilisait les passions, la dictature de Metaxás semblait acquise et acceptée⁶. Il est vrai que la dictature en Grèce n'a pas suscité les mêmes réactions en Europe que la tragédie espagnole. Seulement après la visite de Jean Zay, un faible mouvement pour la démocratie en Grèce a été organisé à Paris sous la tutelle des membres du

¹ Archives Merlier, B2 Éducation nationale, sous dossier 1, description anonyme du voyage de Jean Zay.

² Archives Merlier, B2 Éducation nationale, sous dossier 1, Merlier à Zay, Athènes, 26 avril 1937.

³ Jean Zay, *Souvenirs et solitude*, *op. cit.*, p. 198.

⁴ Lampros Flitouris, *op. cit.*, p. 131.

⁵ Archives Merlier, B2 Éducation nationale, sous dossier 1, Merlier à Zay, Athènes, 26 avril 1937. Sur l'utilisation de l'institution des doctorats *honoris causa* par les gouvernements grecs, voir Anna Karakatsouli, « Διεθνείς σχέσεις και ακαδημαϊκή κοινότητα: οι επίτιμοι διδάκτορες του Πανεπιστημίου Αθηνών » [Relations internationales et communauté universitaire : les docteurs *honoris causa* de l'Université d'Athènes], *Τα Ιστορικά* [Les Historiques], n° 36, 2002, p. 129-164 et p. 157-158 (sur Jean Zay).

⁶ Sophie Basch, *Le mirage grec...*, *op. cit.*, p. 445.

gouvernement Blum¹. Malgré la nécessité diplomatique pour la France de conserver une position discrète face au régime d'Athènes, il était évident que certains Français, après la visite de 1937, ont décidé d'aider dans la mesure du possible les opposants grecs en France et en Grèce. Jean Zay a gardé une correspondance permanente avec Octave Merlier et l'écrivain Georges Théotokas qui avait fait ses études en France². Le 26 avril 1937 Théotokas écrivait à Merlier : « Ce qui reste maintenant est de continuer [...] Je crois que c'est la première fois après la guerre que la France s'intéresse vraiment à la Grèce. On peut dire que pendant quinze ans, pour des raisons diverses, votre politique avait abandonné la Grèce. Mais nous sommes témoins d'un rattrapage ». Le ministre français a continué à recevoir des lettres de républicains grecs après son retour en France. Pour comprendre le climat de cette correspondance, on peut citer deux extraits d'un télégramme et d'une lettre adressés à Jean Zay. On lit dans un télégramme anonyme que : « votre présence dans notre beau pays fera naître dans le cœur du peuple l'espoir qu'il retrouvera bientôt ses libertés³ ». Dans une lettre de Nicolas Théofanopoulos, au nom de toutes les organisations républicaines secrètes, on lit que :

le présent régime de notre pays est un gouvernement de la force brute, qui, par tous les moyens terroristes, gouverne notre pays [...] Si Votre Excellence est persuadée de ces faits et veut nous aider à atteindre notre but, elle peut donner des ordres à l'Ambassadeur de France afin de s'entretenir secrètement avec le soussigné, chef de l'organisation « Union des Libres Citoyens Grecs », et représentant de toutes les autres organisations démocratiques du pays⁴.

Le ministre français a tenté, par une action plutôt personnelle, d'aider les républicains grecs en offrant son aide morale et politique à l'activité du professeur Pernot et au groupe d'hommes politiques grecs en exil à Paris, notamment les fils de Venizélos, Sophocle et Kyriakos, le général Nikolaos Plastiras, l'équipe de rédaction du journal *Ο Δημοκράτης* [Le Démocrate], Komnénos Pyromaglou, le diplomate Périclès Argyropoylos, Ioannis Sofianopoulos, etc. La création, autour de Plastiras, d'un mouvement de résistance en 1938, ainsi que les relations nouées entre les opposants grecs et des députés radicaux et socialistes français, ont fait naître l'espoir d'une

¹ Pourtant, ce sont les intérêts géostratégiques français qui ont incité la diplomatie française à s'activer en 1939 en vue d'un changement de gouvernement en Grèce. La crainte d'une collaboration de Metaxás avec les nazis a motivé les efforts du Quai d'Orsay pour le remplacer par une personnalité plus fidèle aux Alliés. Voir Ioannis S. Koliopoulos, *Παλινόρθωση, δικτατορία, πόλεμος 1935-1941. Ο βρετανικός παράγοντας στην Ελλάδα* [Restauration, dictature, guerre 1935-1941. Le facteur britannique en Grèce], Athènes, Estia, 1985, p. 132.

² Georges Théotokas avait étudié au collège gréco-français « Apostolidès » à Constantinople, puis il a poursuivi des études de droit à Londres et à Paris (1927-1929). Il a effectué plusieurs séjours à Paris (en 1934, 1946, 1953 et 1965), exprimant à chaque fois sa profonde estime pour la France et sa culture. Voir Héléne Tatsopoulou-Polychronopoulou, « Τριάντα χρόνια πνευματικής φιλίας: Roger Millieux – Γιώργος Θεοτοκάς » [Une amitié spirituelle de trente ans : Roger Millieux – Georges Théotokas], *Ellinogallika. Mélanges offerts à Roger Millieux*, Athènes, E.L.I.A (Archives helléniques littéraires et historiques), 1990, p. 646.

³ A.N., 312 AP, Papiers Abraham, dossier 12, télégramme anonyme à Jean Zay, n° 3, Athènes, sans date.

⁴ Archives Nationales (A.N.), 312 AP, Papiers Abraham, dossier 12, Théofanopoulos à Jean Zay, Palaio Faliro, 18 avril 1937.

Noéma

intervention du Premier ministre Daladier dans les affaires grecques. Cependant, ni le climat international ni les intérêts français ne se prêtaient à une telle évolution¹.

Conclusion

La visite de Jean Zay en Grèce a marqué une évolution majeure dans les relations culturelles entre les deux pays. Il est significatif que les projets du ministre de l'Éducation nationale en faveur de l'expansion de la culture française en Europe, conçus comme un contrepoids à l'idéologie fasciste, aient trouvé en Grèce un terrain particulièrement favorable. Selon les responsables de la culture française en Grèce, la visite de Jean Zay aurait ouvert la voie à une nouvelle dynamique. Jean Fokidis, ancien président de la Ligue des professeurs de français en Grèce, a suggéré à Jean Zay la création d'un lycée franco-hellénique, à l'instar des lycées gréco-allemands et gréco-italiens, ainsi que l'augmentation des bourses et le développement du réseau de l'Alliance Française². L'espoir que la visite de Jean Zay puisse améliorer la présence culturelle de la France est clairement exprimé dans la lettre adressée à Jean Zay par la Ligue Franco-hellénique : « Votre arrivée en Grèce, M. le Ministre, a largement contribué à redresser une situation qui semblait dangereusement compromise. À la détresse à laquelle nous étions réduits avant votre arrivée, nous avons pu substituer une avance stratégique qui nous permettra d'asseoir nos positions définitivement³ ». Le 16 juin 1937, Jean Zay a débloqué des fonds importants pour renforcer l'enseignement du français à Thessalonique et soutenir l'œuvre de l'École française d'Athènes. De plus, il a doublé le nombre de bourses de l'État français attribuées à des étudiants grecs, a porté leur total de cinq à dix, a envoyé des livres aux universités grecques, et a alloué un budget pour l'acquisition de livres français destinés aux bibliothèques grecques⁴. Peu après, le directeur de l'École française d'Athènes, Robert Demangel, a sollicité depuis Montpellier un appui supplémentaire pour les fouilles à Delphes⁵. La réponse de Marcel Abraham a été immédiate : 100 000 francs ont été débloqués par la Caisse nationale de la recherche scientifique. Ces décisions témoignent de la volonté ferme du ministère de l'Éducation nationale de concrétiser et d'honorer les engagements pris envers la Grèce⁶.

En un mois, le gouvernement français a investi dans ses institutions en Grèce une somme inégalée depuis quinze ans. Cette initiative de Jean Zay a trouvé une suite dans la préparation d'un accord destiné à régler les questions liées à la présence culturelle de la France en Grèce. Cet accord a été signé en décembre 1938, peu après la visite d'une délégation d'archéologues français à Athènes, à l'occasion du centenaire de la Société archéologique d'Athènes. En collaboration avec Octave Merlier, Jean Zay a élaboré un programme fondé sur deux axes : le renouvellement du statut des

¹ Lampros Flitouris, *op. cit.*, p. 133.

² A.N., 312 AP, Papiers Abraham, dossier 12, Fokidis à Zay, Athènes, 18 avril 1937.

³ A.N., 312 AP, Papiers Abraham, dossier 12, Ligue Franco-hellénique à Zay, Athènes, 13 mai 1937.

⁴ A.N., 312 AP, Papiers Abraham, dossier 12, Zay au ministre français en Grèce, Paris, 11 juin 1937 et Marcel Ruby, *op. cit.*, p. 298-299. Sur le projet de renforcement du livre français à l'étranger, voir Pascal Ory, *op. cit.*, p. 524-526.

⁵ A.N., 312 AP, Papiers Abraham, dossier 1, Demangel à Zay, Montpellier, 18 novembre 1937.

⁶ A.N., 312 AP, Papiers Abraham, dossier 1, Abraham à Demangel, Paris, 29 décembre 1938.

institutions culturelles françaises en Grèce, et le renforcement de leur présence dans les universités grecques¹.

Ce projet constituait la seule réponse possible du gouvernement français aux appels des républicains grecs. La collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et l'Institut Français d'Athènes a été facilitée par les liens personnels unissant Marcel Abraham et Octave Merlier, anciens condisciples au lycée Henri-IV à Paris. Jean Zay a convoqué Merlier à Paris ; avec Marcel Abraham, ils ont fixé un plan d'action culturelle fondé sur le respect mutuel et la promotion des intérêts culturels des deux pays. Ce programme comprenait la publication d'un bulletin bibliographique, la création des cours publics, l'édition par l'Institut d'ouvrages pour l'enseignement du français et l'édition d'ouvrages sur l'histoire, les traditions et la littérature grecque. Il prévoyait également la création d'un Cours Spécial destiné à la formation des futurs enseignants grecs de français, tant pour les besoins propres de l'Institut que pour l'enseignement du français dans les écoles grecques, ainsi que la publication d'ouvrages bilingues d'auteurs français et grecs tels que Solomos, Seféris, Kazantzakis², etc.

Ce plan ambitieux est malheureusement resté lettre morte en raison du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Cependant, sa philosophie a permis une transformation durable du statut des institutions françaises en Grèce. Les objectifs fixés ont finalement été réalisés après la fin de la guerre grâce à l'engagement d'Octave Merlier. Jean Zay n'a pas vu l'aboutissement de ce travail : le 20 juin 1944, trois miliciens sont venus le chercher à la prison de Riom et l'ont assassiné dans un bois, près d'une carrière abandonnée. Il avait 39 ans. Les mots qu'il a rédigés sur sa visite en Grèce dans sa cellule entre le 7 janvier et le 10 mars 1942 résonnent aujourd'hui comme un testament spirituel pour l'avenir des relations culturelles franco-helléniques : « Sur la terre sacrée de l'Hellade, l'œuvre de la France ne peut pas mourir et elle reprendra un jour tout son éclat, car elle unit la science et la beauté³ ».

Références bibliographiques

BASCH S., *Le mirage grec. La Grèce moderne devant l'opinion française (1846-1946)*, Paris-Athènes, Hatier, coll. « Confluences », 1995.

DELPERRIE DE BAYAC J., *Histoire du Front populaire*, Paris, Fayard, 1972.

DUROSELLE J.-B., *Politique étrangère de la France 1871-1969. La Décadence 1932-1939*, Paris, Imprimerie Nationale, 1985.

FLITOURIS L., *À la recherche d'une véritable politique culturelle internationale. La présence culturelle et spirituelle de la France en Grèce, de la fin de la Grande Guerre aux années 1960*, thèse de doctorat, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 2004.

¹ Nicolas Manidakis, *To Γαλλικό Ινστιτούτο Αθηνών...*, *op. cit.*, p. 123-125.

² Lampros Flitouris, *op. cit.*, p. 136.

³ Jean Zay, *op. cit.*, p. 203.

- GIANNARIS G. [Γιάνναρης Γ.], *Φοιτητικά κινήματα και ελληνική παιδεία* [Mouvements étudiants et éducation grecque], tome 1, Athènes, Pontiki, 1993 (en grec).
- GUÉNARD A., « La politique culturelle française vis-à-vis des États balkaniques dans l'entre-deux-guerres », *Balkan Studies*, vol. 29, n° 1, 1988, p. 143-159.
- GUÉNARD A., « Réflexions sur une diplomatie culturelle de la France », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°s 65-66, janvier-juin 2002, p. 23-27.
- KARAKATSOULI A., « Διεθνείς σχέσεις και ακαδημαϊκή κοινότητα: οι επίτιμοι διδάκτορες του Πανεπιστημίου Αθηνών » [Relations internationales et communauté universitaire : les docteurs *honoris causa* de l'Université d'Athènes], *Τα Ιστορικά* [Les Historiques], n° 36, 2002, p. 129-164 (en grec).
- ΚΟΛΙΟΠΟΥΛΟΣ Ι. Σ. [Κολιόπουλος Ι.Σ.], *Παλινόρθωση, δικτατορία, πόλεμος 1935-1941. Ο βρετανικός παράγοντας στην Ελλάδα* [Restauration, dictature, guerre 1935-1941. Le facteur britannique en Grèce], Athènes, Estia, 1985 (en grec).
- LINARDATOS S. [Λιναρδάτος Σ.], *Η 4η Αυγούστου* [Le 4 août], Athènes, Themelio, 1988 (en grec).
- MANITAKIS N., « Vive la République... Française. Η δημοκρατική Γαλλία ως σύμβολο για τους αντιπολιτευόμενους στο δικτατορικό καθεστώς του Μεταξά » [La France comme symbole pour les opposants au régime dictatorial de Metaxás], *Επιστημονική Επετηρίδα Φιλοσοφικής Σχολής Εθνικού και Καποδιστριακού Πανεπιστημίου Αθηνών* [Annuaire Scientifique de la Faculté des Lettres de l'Université nationale et capodistrienne d'Athènes], 2021, vol. 13, p. 259-276 (en grec).
- MANITAKIS N., *Το γαλλικό Ινστιτούτο Αθηνών (1915-1961). Η αειφορία των ελληνογαλλικών πολιτιστικών σχέσεων* [L'Institut Français d'Athènes. La pérennité des relations culturelles franco-helléniques], Athènes, Asini, 2022 (en grec).
- MANITAKIS N. et ARNOUX L., *De l'« École Giffard » à l'Institut français de Grèce (1907-2022)*, Athènes, École Française d'Athènes, 2023.
- OKRET C., « La construction d'une politique de projection culturelle britannique en France, des années Trente à 1953 », in A. DUBOSCLARD, L. GRISON, L. JEANPIERRE, P. JOURNOUD, C. OKRET, D. TRIMBUR (dir.), *Entre rayonnement et réciprocité. Contributions à l'histoire de la diplomatie culturelle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, p. 167-182.
- ORY P., *La Belle Illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire 1935-1938*, Paris, Plon, 1994.
- RUBY M., *La vie et l'œuvre de Jean Zay*, Paris, Gedalge, 1969.
- TATSOPOULOU-POLYCHRONOPOULOU H., « Τριάντα χρόνια πνευματικής φιλίας: Roger Milliex – Γιώργος Θεοτοκάς » [Une amitié spirituelle de trente ans : Roger Milliex – Georges Théotokas], *Ellinogallika. Mélanges offerts à Roger Milliex*, Athènes, E.L.I.A (Archives helléniques littéraires et historiques), 1990, p. 645-675 (en grec).
- THOBIE J., « La France, la Grèce et les Balkans dans les années trente », *Balkan Studies*, vol. 29, n° 1, 1988, p. 3-28.

VELLIADIS A. [Βελλιάδης Αν.], *Μεταξάς-Χίτλερ. Ελληνογερμανικές σχέσεις στην Μεταξική δικτατορία 1936-1941* [Metaxás – Hitler. Les relations gréco-allemandes sous la dictature de Metaxás (1936-1941)], Athènes, Enalios, 2003 (en grec).

ZAY J., *Souvenirs et solitude*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2004.

Archives

Archives Nationales (A.N.), Paris, France.

Archives Merlier, Centre d'études d'Asie Mineur, Athènes.

Archives Plastiras, Musée Bénakis, Athènes.

Entretien

Roger Milliex, Athènes, 23 janvier 2002.